

## *L'HUMANITAIRE*

---

|  |         |
|--|---------|
| CITOYEN DU MONDE DOMINANT FACE<br>A LA SOUFFRANCE DES PAYS DOMINES | page 2  |
| DES EXEMPLES D'ACTION HUMANITAIRE                                  | page 4  |
| 1984 L'ETHIOPIE  | page 5  |
| 1992 LA BOSNIE   | page 6  |
| 1993/4 LA SOMALIE  | page 7  |
| 1994 LE RWANDA,  | page 9  |
| 1999 LE KOSOVO   | page 10 |
| 2004 LE TSUNAMI  | page 11 |
| UNE ORIGINE LIEE A LA VIOLENCE DES DOMINANTS                       | page 13 |
| L'HUMANITAIRE POST COLONIAL :<br>LE LABORATOIRE FRANÇAIS AU BIAFRA | page 15 |
| UNE ONG « DE GAUCHE », MSF   | page 17 |
| L'AIDE HUMANITAIRE, ROUAGE DES IMPERIALISTES                       | page 20 |

## CITOYEN DU MONDE DOMINANT FACE A LA SOUFFRANCE DES PAYS DOMINES

De temps à autre, un scandale éclate, qui soulève des soupçons sur les pratiques du monde de l'humanitaire. Il y a eu ainsi l'Arche de Zoé. Il y a aussi les dénonciations de frais de fonctionnement fort importants, surtout comparées aux niveaux de vie des populations secourues. Il y a des scandales, de viols, d'abus de la part de certains humanitaires.

Le cas de l'Arche de Zoé est édifiant, car il semble qu'on ait affaire à des humanitaires jusqu'au-boutistes. Cette association a décidé en octobre 2007 de monter une opération destinée à embarquer, à bord d'un avion pour la France, des enfants présentés comme orphelins du Darfour, province du Soudan alors en guerre civile. L'association est dirigée par Eric Breteau, ancien agent commercial, pompier volontaire, qui s'est lancé dans l'humanitaire après le tsunami de 2004. En 2007, il s'envole pour le Soudan, projette d'exfiltrer 300 enfants vers la France via le Tchad. Il lance sur son site un appel aux familles françaises volontaires pour un accueil, et reçoit 600 réponses avec chèques. Tout est mené dans le silence tant vis-à-vis des diverses autorités que des autres ONG. Les autorités françaises, alertées en juillet, émettent « *des réserves* ».

L'équipe est finalement arrêtée le 25 octobre 2007 au Tchad, par les autorités tchadiennes, juste avant d'embarquer. Les enfants avaient été déguisés avec bandages et sparadraps, pour figurer un vol sanitaire. Six membres de l'Arche de Zoé sont condamnés au Tchad à 8 ans de travaux forcés ; transférés dans les prisons françaises début 2008, ils sont libérés après une grâce accordée par le président Idriss Deby. On découvrira ensuite que « *les orphelins du Darfour* » étaient en fait des enfants tchadiens. Huit seulement sont du Soudan. Et sur les 103 enfants concernés, âgés de 6 ans en moyenne, 91 ont des parents. Les responsables de l'association avaient en fait négocié soit directement soit indirectement pour prendre les enfants, en échange d'argent ou de promesse de scolarisation, bref d'une vie meilleure.

Mais, malgré des épisodes comme celui-ci, l'humanitaire garde une excellente presse en Europe, en Occident. Au fond, nombre de gens se disent que cela partait d'une bonne intention, que les enfants secourus seraient quoi qu'il en soit mieux en Europe que dans la misère et l'ignorance.

Il existe en Europe, dans les pays riches de l'Occident dominant, une vision particulière des pays dominés, de leur population, de leur capacité et surtout de leur limite. C'est cette vision qui entre en jeu dans les rapports économiques, politiques et militaires que le monde dominant occidental entretient avec ces pays. Et c'est elle qui lui permet de gagner son opinion publique occidentale, de lui faire approuver ses interventions économiques, avec les soi-disant aides qui sont, au mieux liées à des obligations économiques en faveur du prêteur, au pire un moyen de soutirer des intérêts astronomiques en maintenant ces pays dans des dettes durables. Et c'est encore cette vision qui va permettre aux gouvernants occidentaux de garder au moins neutre et au mieux en accord sa population lors des interventions cette fois de force armée, militaire, comme celle du Mali.

En Occident, à commencer par l'Europe, on cultive depuis des siècles des idées dont le fondement est fortement méprisant envers les peuples des pays anciennement colonisés, aujourd'hui pudiquement appelés en développement. Ces peuples sont incapables de se gouverner démocratiquement, de manière civilisée. Leurs gouvernements sont donc au mieux corrompus (cas des pays francophones d'Afrique de l'Ouest), et acceptent alors, heureusement, de commercer avec nous, ce qui est mieux que rien. Car il y a pire, ceux qui s'opposent à nous (cas de l'Iran) ; ceux-là ont alors carrément versé dans un fanatisme idéologique plus ou moins barbare, ils représentent un danger terroriste qu'il est évidemment justifié de combattre.

Aucun responsable politique ne dit les choses aussi crûment, bien sûr. Mais c'est bien cette vision que l'Occident entretient et maintient fermement, par toutes ses réactions. Ainsi, l'attitude de l'Europe va être pleine de condescendance : chaque fois que l'on évoque ces pays, c'est pour souligner l'aide que nous leur apportons. Jamais on ne mentionne l'« aide » qu'ils peuvent apporter à l'occident. Pour ne donner qu'un exemple, il y a tous ces cerveaux d'ingénieurs de divers domaines, formés dans ces pays, que l'Occident va acheter à coups de hauts salaires, de conditions de vie feutrées, pour les embaucher à son profit, et du coup les retirer de leur patrie d'origine...

L'aide apportée aux pays dominés, d'ailleurs, finit par paraître exaspérante à ceux qui, dans les pays dominants, n'ont que le choix de croire ce que dit la télé, les politiques. Surtout, lorsque l'on a le sentiment que soi-même, sa famille, l'on n'est absolument pas aidé. Ainsi peut se développer un sentiment d'hostilité envers ces peuples, ou du moins envers l'aide qui leur est faite, puisqu'ils nous prennent une aide dont nous ne bénéficions pas nous-mêmes. Et c'est cette logique qui se retrouve aussi envers les populations immigrées, lorsqu'elles sont originaires de ces pays.

Cette vision des choses est évidemment confortée, confirmée, lorsque, au plus haut niveau de l'Etat, l'on entend les responsables politiques de notre pays « *civilisé* » affirmer d'abord que nous ne pouvons accueillir toute la misère du monde, pour finir par présenter la chasse aux sans papiers comme une tâche d'importance nationale.

Nous le savons, derrière ces manières de voir, la réalité est autre, et nous la dénonçons régulièrement : l'économie d'un pays comme la France domine, exploite, des pans entiers de l'économie des pays dominés. Sans une goutte de pétrole, la France a construit ce monstre mondial qu'est Total ; avec l'uranium du Niger, elle est devenue la première puissance dans le nucléaire civil dans le monde, tandis que le Niger est le pays le plus pauvre de la planète...

Mais il y a une autre réalité qu'il nous faut dire aussi. C'est la réalité humaine de la population des pays dominés. Et concernant le domaine humanitaire, une première idée fautive doit être systématiquement dénoncée, celle que sans l'aide des pays riches, les gens sont livrés à eux-mêmes. C'est faux. D'une certaine manière, les gens sont même peut-être plus livrés à eux-mêmes en Occident que dans ces pays, où reste vivace une tradition d'entraide, de soutien et de solidarité que la vie dans les grandes métropoles a par contre largement éradiquée.

Dans le cas du Darfour, il n'y avait pas d'orphelins à sauver de l'abandon. Parce que tout enfant se retrouvant réellement sans parent était immédiatement pris en charge par l'entourage immédiat, que ce soit la famille, les voisins, ou d'autres encore.

Evidemment, ce sentiment qui prévaut en Europe et qui anime l'idée d'une nécessité de l'aide, qui vient immédiatement à l'esprit en cas de catastrophe, de conflit, ce sentiment comporte quelque chose de positif, d'universel, de socialement constructif, parce que l'autre est également humain, parce que nous vivons dans le même monde : mais nous devons prendre garde à ce que l'on ne glisse pas d'un sentiment d'entraide à valeur universelle, à un sentiment bien plus complexe où cette fois la position de celui qui aide n'est plus égale à celle qui est attribuée à celui qu'on va aider.

Si l'on n'y prend garde, on peut passer insensiblement d'une vision à l'autre, ne pas voir même de différence. La réaction humaine, humaniste, de vouloir apporter son aide, contribuer par son action, à alléger une souffrance chez les autres, cette réaction est souhaitable, car elle est une des manifestations du lien essentiel entre les humains, tous les humains, par delà les différences de toutes sortes. Son absence serait un signe grave.

Mais si à cette réaction, unanime ou pratiquement, on ajoute, ou on substitue des sentiments de charité, de bonne conscience, voire de se réaliser soi-même dans une action humanitaire, alors la ou les personnes que l'on prétend aider deviennent des instruments au service d'une autre vision. C'est celle de l'Eglise, pour qui les pauvres font partie d'une existence naturelle, dans laquelle ce doit être un devoir pour le riche que d'apporter une aide charitable. C'est celle du non croyant, d'une manière presque analogue, lorsqu'il éprouve le besoin de se donner bonne conscience, tant il devine le degré de misère et de souffrance que doivent endurer des hommes des pays dominés, mais qui accepte comme un fait établi cette situation. Ou bien encore, c'est celle de l'aventurier qui, s'ennuyant mortellement dans une civilisation occidentale qui a fondu toutes ses valeurs dans un seul et unique matériau, l'argent, va chercher à se réaliser dans une confrontation avec d'autres fractions de l'humanité, qui vivent bien plus durement. Il tente de se prouver à lui-même qu'il pourrait exister, dans cet autre contexte, mais il ne prouve rien, car son histoire est européenne, qu'il le veuille ou non.

Pour conclure sur ce problème, à partir du moment où l'on appartient au monde occidental, on est, qu'on le veuille ou non, qu'on le voie ou pas, soumis à un choix. Soit l'on prend conscience du rôle de domination de cette partie du monde, et l'on peut s'en démarquer par une prise de position, au moins personnelle, voire politique. Sinon, que ce soit par cynisme, par égoïsme, par peur du changement, par peur des autres, ou par cette attitude de plus en plus répandue qui consiste à ne s'intéresser à rien, on se retrouve obligatoirement sous une des bannières du monde occidental : du côté de ses entreprises impérialistes, de domination du reste du monde, qu'elles soient économiques, politiques, militaires, mais aussi humanitaires, religieuses, ou simplement morales.

## DES EXEMPLES D'ACTION HUMANITAIRE

Pour nous rendre compte de diverses sortes de situations que peut avoir à prendre en charge l'action humanitaire et pour nous rendre compte de la manière dont l'une ou l'autre des parties peut l'utiliser à son profit, nous allons examiner une série de cas, depuis la famine en Ethiopie de 1984 le jusqu'au Tsunami en Asie du Sud-Est en 2004, en passant par la guerre de Bosnie en 1992, la guerre civile en Somalie et le génocide du Rwanda en 1994, le Kosovo en 1999. Sur toutes ces situations, nous utiliserons largement les observations ou les critiques de Rony Brauman. Longtemps président de Médecins sans frontières, MSF, Brauman est

devenu célèbre pour son regard critique sur le monde humanitaire et sa volonté d'œuvrer pour un humanitaire qui pourrait ne pas être dévoyé.

### 1984, L'ETHIOPIE :

A l'automne 1984, l'Ethiopie s'ouvre aux caméras de télévision de la BBC anglaise. Le monde horrifié va être inondé par des images de famine. C'est l'une des plus terribles que l'Afrique ait vécues. Face à ces images insoutenables des enfants décharnés, un mouvement de solidarité phénoménal va se former. Les plus grandes pop-stars de l'époque se mobilisent. Des centaines de millions de dollars sont collectés.

Mais à quoi, à qui, va servir cet argent ? Celui qui est au pouvoir en Ethiopie est un militaire, le colonel Mengistu. Il a adopté, dit-il, la philosophie marxiste-léniniste en 1970. En fait, se réclamer du marxisme est chose assez courante à cette époque, surtout si l'on veut bénéficier des aides de l'URSS ou de ses alliés. Face à la famine qui ravage le pays en 1984, Mengistu tente d'abord de la camoufler. Puis il change d'attitude, et va faire en sorte d'appeler à l'aide tout en utilisant cette aide pour réaliser ses plans de gouvernement.

Parmi ses plans, la « villagisation » : c'est-à-dire le déplacement de populations pour vider des zones en rébellion, concentrer ces populations pour mieux les contrôler. Mengistu sait quel langage il faut utiliser envers le monde riche occidental, surtout s'il est de gauche et favorable à quelqu'un qui se présente en marxiste et en nationaliste : *« En plus du fait que la villagisation a été entreprise pour étendre la distribution de l'eau potable, améliorer les services médicaux, sociaux et éducatifs, elle doit permettre de mener à bien un travail culturel et idéologique intensif et extensif, afin de créer l'homme nouveau (...) Le plan n'est pas seulement destiné à relancer le développement de la production, mais à promouvoir la construction de la nouvelle société ».*

En fait, écrit Brauman en 1986, *« Dans la pratique, la villagisation n'est rien d'autre que la destruction des villages traditionnels souvent dispersés dans la campagne, et le regroupement des habitants dans de nouveaux hameaux situés à peu de distance. Au cours de la période 1985-86, 4 millions de personnes ont été « villagisées » dans des conditions analogues à celles observées au moment des transferts de population. Et ce sont 33 millions, soit l'intégralité de la population rurale qui doivent, selon les autorités éthiopiennes, être regroupées d'ici 1994. (...) Ainsi dans le Haragué, des centaines de milliers de paysans ont-ils dû procéder à la destruction et à la reconstruction de leurs maisons, selon l'ordre maniaque imposé par les responsables du Parti, en pleine période de semailles. D'innombrables témoignages décrivent la violence qui accompagne l'arrivée de la milice dans les villages concernés. Tous rapportent des scènes de viols, de représailles contre les récalcitrants, de persécution religieuse (mosquées transformées en étables, exécution de religieux). Puis arrive l'inévitable cortège de réquisitions, de taxes, d'impôts, de saisies. »*

Mengistu fait partie d'une liste de dirigeants qui, en cette période où la gauche stalinienne triomphe, n'hésitent pas à se déguiser en soi-disant socialistes, pour diriger en réalité d'une main de fer leur pays, tout en bénéficiant d'une aide internationale, celle du camp soviétique, tout en jouant la concurrence, en s'adressant aussi au camp capitaliste occidental. Pour rassurer les bailleurs de fonds, Mengistu précise, dans le Times d'août 1986 : *« Il est faux de conclure que l'objectif de la villagisation est de construire le socialisme ; c'est quelque chose qui ne peut venir que sur une période très longue ».*

L’Ethiopie recevra de la Commission des Communautés Européennes, au titre de Lomé III une enveloppe de 230 millions d’Ecus, dont 182 sous forme de dons, 18 de prêt spécial et 20 comme capitaux à risques. L’aide d’urgence (82 millions de \$ pour 1985, dont 60 d’aide alimentaire), n’est pas comprise dans cette somme (...) Fort de cette réussite, l’année suivante, pour 1986, Mengistu va formuler une nouvelle demande d’aide, 1,2 million de tonnes de nourriture, alors que les pluies sont revenues, que les problèmes sont sensés résolus...

*« L’aide internationale, écrit Brauman, a été mise au service d’un processus de collectivisation brutale et de transfert forcé de population, menés à grande échelle et responsables de la mort de 150 000 personnes au moins, tandis que des dizaines de milliers fuyaient vers la Somalie et le Soudan voisins. Non pour échapper à la famine à la sécheresse ou à la guerre, mais aux violences exercées contre eux par leur propre gouvernement, destruction de villages, saisie de leurs biens des paysans transformés en “propriété du peuple”, régime de travaux forcés dans les nouvelles zones d’installation. »*

MSF sera la seule ONG à réagir et à quitter le pays. Par contre, le directeur général de la Commission des Communautés Européennes approuve les déplacements de population comme *« élément d’une stratégie à long terme en vue d’atteindre l’autosuffisance alimentaire »*. Les Canadiens, les Italiens financent les programmes de déportation, qui ont évidemment un autre nom, le *« resettlement »*.

#### 1992, LA BOSNIE :

Le jour même où l’Europe reconnaît l’indépendance de la Bosnie, le 6 avril 1992, les Serbes de Bosnie attaquent Sarajevo et imposent un blocus complet. Depuis la Seconde guerre mondiale, Sarajevo était la capitale de la *« République socialiste de Bosnie-Herzégovine »*, au sein de la République fédérale de Yougoslavie (capitale Belgrade). Au départ de cette guerre, les Européens décident des mesures d’embargo, mais en mettant à égalité les deux parties, et décide l’envoi de convois humanitaires. Les convois de nourriture et de médicaments sont bloqués sur les routes, l’eau et l’électricité coupées. Le siège de Sarajevo devient une guerre d’usure.

Face aux humanitaires, les milices serbes, équipées, entraînées et informées par l’armée fédérale yougoslave, s’acharnent impitoyablement pour ne laisser passer aucune aide. L’ONU enverra 38 000 militaires. Mais, sans pouvoir réel d’intervention, ils n’y changeront rien. La générosité de la CEE, les moyens des Etats, les victimes parmi les humanitaires, ne servent à rien, face à la furie de *« purification ethnique »*. Pour Rony Brauman, *« l’aide humanitaire, triste constat, n’est ici que le masque de l’impuissance, l’habillage de la démission (...) On se souviendra peut-être que dans cette guerre (...) des civils ont été exécutés après avoir été déshabillés : ils étaient circoncis, donc Musulmans, donc de trop sur cette terre. Qu’une stratégie de terreur systématique – bombardements de marchés, pilonnages d’hôpitaux, destruction des villes – a provoqué le plus grand exode que l’Europe ait connu depuis 1945. »*

Nous ne sommes pas pour une intervention militaire des grandes puissances, y compris dans ce genre de situation. Mais cela ne nous empêche pas de voir que les Etats, lorsqu’ils ne souhaitent pas assumer une telle intervention, tentent là encore de s’en sortir en

utilisant les interventions humanitaires, ne serait-ce que pour donner le change vis-à-vis de leur opinion publique.

### 1993/4, LA SOMALIE :

La Somalie va connaître une opération humanitaire d'un nouveau genre. C'est que l'URSS pseudo-communiste et ses alliés se sont effondrés depuis 1990, et le monde capitaliste dominant pense que s'ouvre pour lui une ère nouvelle. L'Occident ajoute alors à son mode d'intervention une forte dose d'arrogance et de prétention. Et il inverse carrément la présentation des choses. L'armée n'est plus là parce qu'il y a un problème politique à régler, et les humanitaires ne sont plus là dans le second rôle que l'on a vu. Non, la présentation est renversée. On envoie les humanitaires et leur aide, énorme, en première ligne, en utilisant la logistique militaire, et on présente du coup les soldats comme ceux qui doivent assurer la livraison de cette aide. Tout devient donc humanitaire, y compris l'action des militaires. Ainsi, l'opération *Restore Hope*, - redonner l'espoir - menée par les Etats-Unis doit protéger les humanitaires et l'aide en Somalie. Le résultat de cette nouvelle orientation est qu'on y verra des soldats mandatés par l'ONU au nom de l'humanitaire ouvrir le feu sur des populations civiles.

En Somalie, la guerre est au plus fort durant toute l'année 1991 et début 1992. Les quelques ONG humanitaires présentes lancent des appels, mais personne n'y répond. Des centaines de milliers de civils, fuyant les destructions et les pillages, se retrouvent réfugiés dans leur pays, d'autres cherchent un asile en Ethiopie et au Kenya pays voisins. Durant l'hiver 1991/2, la disette tourne à la famine. Déjà, pour rester sur place, les humanitaires ont dû littéralement se militariser : ils recrutent des gardes armés, louent des véhicules tout terrain avec mitrailleuse lourde, servie par 4 ou 5 hommes également armés. Il s'agit de se protéger contre les pillards. Mais ces gardes sont recrutés au sein d'un clan connu pour cette spécialité. Et l'argent utilisé à cette fin alimente... l'économie de guerre.

La famine atteint son paroxysme en août-septembre 1992. C'est là et là seulement que les caméras du monde riche convergent, étalent des images insoutenables. Alors et alors seulement, les Etats-Unis, puis la France, l'Europe bougent, décident, bien trop tard, mais décident la mise en place, carrément, d'un pont aérien. Cela aura l'utilité d'apporter des quantités de nourriture à la hauteur du problème tel qu'on l'a laissé s'aggraver.

Seulement voilà, peu après que les avions énormes aient commencé leur navette depuis le monde qui regorge de richesses, une « *information* » est lancée depuis New York, en provenance du secrétariat général des Nations Unies : 80% de l'aide serait pillée ! Pour Brauman, ce chiffre est une pure invention, concoctée dans un bureau américain : « *Les détournements sont une réalité, bien entendu, comme dans toute situation de ce type. Dans les pires régions du pays, ils sont évalués à 30 ou 40%. Ailleurs, la proportion est deux fois moindre (...)* Sorti d'un bureau new-yorkais, repris comme une donnée de fait, ce pourcentage jouera, dans l'affaire somalienne, le même rôle déclencheur que les faux assassinats de bébés par les troupes irakiennes dans la crise du Golfe. »

Dans ce climat, l'annonce qui s'en suit, d'une intervention massive des troupes américaines, arrive comme un message de délivrance. « *Annoncée le 24 novembre, veille du Thanksgiving Day, quand toute l'Amérique affirme son héritage chrétien en exaltant les*

valeurs religieuses de préservation de la vie, elle ralliait l'ensemble de l'opinion américaine (...)

Le Conseil de sécurité de l'ONU décide le 3 décembre 1992 la formation d'une force d'intervention supplémentaire d'un nouveau genre, avec la mission d'« employer tous les moyens nécessaires pour instaurer aussitôt que possible des conditions de sécurité pour les opérations de secours humanitaire en Somalie ». Le 9 décembre, ce sont 25 000 militaires américains qui débarquent.

« C'est donc, explique Brauman, en sauveurs que les Marines accostent en Somalie, porte-étendards de la nouvelle solidarité mondiale. Puis c'est le Sea Pearl, premier bateau de vivres entrant à Mogadiscio depuis cinq semaines (...) immense cargo chargé de 45 000 tonnes de matériel et de 1400 véhicules – qui occupe presque le port à lui seul. Lorsque le premier convoi de secours escorté par l'armée américaine quittera le port pour le nord de Mogadiscio une centaine de journalistes accompagneront les 20 tonnes qui font l'évènement. Personne, en revanche, ne suivra le départ des centaines de tonnes que décharge, comme chaque jour, le Tadorne, à vingt kilomètres de là. »

« Les mois suivants, les énormes moyens logistiques et militaires permirent d'approvisionner des régions difficiles d'accès et de sauver de nombreuses vies. Le retour des pluies, et la reprise partielle des travaux agricoles firent le reste. Meurtri, exsangue, le pays sortit de l'urgence pour entrer, au printemps 93, dans ce qui devrait être une phase de reconstruction à long terme. »

La presse du monde entier peut continuer à présenter les choses toujours de la même manière simpliste – l'Occident fort et civilisé venant au secours de pauvres populations aux mains des barbares sanguinaires. Mais la réalité, autrement complexe, est tout autre. Deux jours après leur débarquement, les Américain obtiennent la signature d'un accord entre les deux principaux chefs qui se partagent Mogadiscio, Ali Mahdi et Aïdid. Cet accord est même signé dans les locaux de la compagnie pétrolière américaine Conoco, puisque c'est aussi là que réside l'ambassadeur US. Mais, en se précipitant ainsi sur ces chefs de guerre, les Américains ne voient pas une chose : ils sont en train de leur redonner une légitimité qu'ils avaient largement usée par leur conflit interminable.

Et de fait, le conflit va reprendre, malgré la présence américaine. 24 soldats pakistanais sont tués le 5 juin 1993, lors d'une inspection de cache d'armes. L'enquête montre que c'est l'un des chefs de guerre, Aïdid, qui est derrière cette opération. Le Conseil de sécurité va donner un feu vert pour utiliser tous les moyens, quel qu'en soit le prix, pour éliminer Aïdid. « Dans leur chasse au chef de faction Mohamad Farah Aïdid, écrit Brauman, les Nations Unies violent les conventions de Genève, ouvrent le feu au hasard contre des civils, bombardent des hôpitaux et emprisonnent de nombreux Somaliens sans aucun chef d'accusation ; les troupes US auraient tué plus de 1000 civils en 1993. Interrogé, l'attorney militaire de l'ONU répond que les Nations Unis n'ont pas signé les conventions de Genève, leur autorité découle d'une résolution du Conseil de sécurité autorisant "toutes les mesures nécessaires" ! » En clair, et en tout cas aux yeux des populations, l'ONU et les troupes US se comportent à peu près comme les chefs de guerre barbares qu'ils sont sensés civiliser...

Les USA du père Bush tenteront de monter encore d'un cran le degré de violence, mais en pure perte. Ils finiront par devoir reconnaître qu'ils sont bien incapables de « restaurer l'espoir » et en repartir.

## 1994, LE RWANDA :

L'épisode criminel peut-être le plus énorme de la fin du 20<sup>è</sup> siècle, c'est sans doute le Rwanda. On le sait, cette fois, le mot génocide est hélas adapté à la situation. C'est bien tout un groupe humain, les Tutsis, dont un Etat organise et met en application l'extermination. Celle-ci eut lieu du 6 avril au 4 juillet 1994. L'ONU estime à 800 000 personnes le nombre des victimes de ces trois mois de massacres. Face à cela, nos ONG se sont révélées parfaitement impuissantes. On ne peut pas le leur reprocher, car elles ne sont pas de nature à pouvoir arrêter une telle entreprise. Par contre, on peut reprocher aux ONG, ou du moins une partie d'entre elles, d'avoir protégé les acteurs militaires du génocide. Et d'avoir ainsi contribué à une poursuite du conflit sous des formes différentes.

Nous ne parlerons pas de l'opération Turquoise. Celle-ci, on le sait, était une opération militaire de l'ONU, menée par l'armée française essentiellement. Officiellement, l'ONU « *donne son accord à ce qu'une opération multinationale puisse être mise sur pied au Rwanda à des fins humanitaires* », et doit être « *une opération temporaire, placée sous commandement et contrôle nationaux, visant à contribuer, de manière impartiale, à la sécurité et à la protection des personnes déplacées, des réfugiés et des civils en danger au Rwanda.* » Dans les faits, l'armée française va organiser un corridor, par lequel les responsables du génocide, les proches du gouvernement qui l'a commandé, vont pouvoir se replier sur un pays frontalier.

Le génocide ne fut en fait qu'un épisode au sein d'une guerre civile, opposant le pouvoir Hutu au FPR, le Front patriotique rwandais, accusé d'être tutsi. Fin 1990, des Rwandais exilés décidèrent de revenir au pays à partir de l'Ouganda, avec pour projet de prendre le pouvoir par les armes. La réponse du pouvoir Hutu fut double : une réponse militaire contre le FPR, et le génocide contre tous les Tutsis à l'intérieur, le meurtre aussi des Hutus solidaires des Tutsis. Cette seconde partie du programme fut réussie, pas la première partie. Etrangement, succéda donc au génocide des tutsis, l'arrivée d'un pouvoir tutsi.

Ce basculement a lieu en juillet 1994. Immédiatement, près d'un million de Rwandais, plus ou moins impliqués dans les massacres, certains les ayant systématiquement pratiqués, d'autres craignant d'en être accusés, s'enfuient vers le Zaïre. Et là, le haut commissariat au réfugiés de l'ONU, le HCR, leur offre protection et assistance. C'est le devoir du HCR que de venir en aide aux réfugiés. Et la convention de 1951 définit comme réfugiés quiconque « *fuyant une crainte fondée de persécution* ».

Mais, selon l'organisation anglaise African Rights, ce n'est pas d'une fuite dont il s'agit, là mais d'un déplacement stratégique des forces hutues. Ce sont les mêmes qui ont organisé le génocide qui organisent cet exode, et il n'a rien de spontané. C'est eux encore qui commandent la vie des civils qu'ils ont emmené avec eux dans ces nouveaux camps de soi-disant réfugiés. Et ces gens sont armés ! Ils sont accueillis, tels des civils, nourris, soignés, protégés, aucun n'est désarmé ! Leurs camps restent sur la frontière, ce qui est contraire à la convention africaine sur les réfugiés. Ce qui signifie en clair qu'ils ont établi là une base militaire pour lancer des attaques sur le Rwanda.

Face à ce danger, le nouveau gouvernement rwandais prépare une attaque militaire. Que fait le HCR ? Il demande la constitution d'une force internationale pour protéger ces

camps. Finalement, il n'y en aura pas, et les affrontements ont lieu. Les troupes rwandaises (soutenues par des rebelles zaïrois) remportent la victoire. Et c'est alors que les soi-disant « réfugiés » décident, le combat perdu pour eux, de rentrer au Rwanda, chez eux. Le HCR a bel et bien couvert une force militaire. Deux ans et demi durant, des centaines de millions de dollars l'ont soutenue.

A ce tableau, Rony Brauman ajoute un point de vue critique contre le nouveau régime Tutsi. Pour commencer, l'armée du FPR s'était livrée, pendant la guerre, à des massacres de populations civiles. Pire, ils ont continué après la prise du pouvoir en juillet 1994. Ainsi, en avril 1995, à Kibeho, une équipe de MSF a assisté à des tirs du FPR sur la population civile d'un camp de déplacés hutus non armés. Le bilan a été de plusieurs milliers de civils, dont les trois quarts des femmes et des enfants. En 1996/7, dans l'ex-Zaïre, d'autres tueries à grande échelle ont été couvertes avec toujours la même justification : ce sont des « génocisseurs ».

### 1999, LE KOSOVO :

On se souvient de cet épisode des guerres de Yougoslavie, où l'on nous disait que les Albanais du Kosovo étaient en train d'être expulsés par centaines de milliers, ce qui justifiait l'intervention militaire de l'OTAN. On nous disait alors que l'objectif était simplement d'obliger Belgrade à négocier, et on escomptait y parvenir avec trois ou quatre jours de bombardements. Au lieu de quoi, on verra ceux-ci durer 78 jours, avec près de 60 000 missions de bombardements sur la Yougoslavie.

Le 13 avril 1999, le journal Les Echos consacre un dossier aux humanitaires. « *Sur place, une bonne dizaine d'ONG françaises sont accourues, aux côtés d'une quarantaine d'autres associations internationales.(...) Les ONG sont également à l'œuvre pour distribuer nourriture, couvertures, vêtements et produits d'hygiène. (...) Demeure bien sûr, à trouver le financement pour toutes ces actions. " Nous nous interdisons ainsi de recevoir un seul franc venant des pays de l'Otan ou bien de l'Union européenne », indique-t-on à Médecins sans Frontières France qui, fort d'un budget annuel de 370 millions de francs, a débloqué dans un premier temps 10 millions pour la crise des Balkans. A Médecins du monde, on recourt aussi en priorité aux fonds propres, même si l'appel à des financements publics non gouvernementaux n'est pas exclu. (...)*

*D'autres ONG, au budget plus modeste, n'éprouvent en revanche aucune réticence à faire appel aux financements issus des Etats. Une partie des 75 MF débloqués par la France pour les Balkans servira à cet effet. Surtout, elles sollicitent les structures multilatérales spécialisées dans l'aide humanitaire, comme Echo pour l'Union européenne et l'Office for Foreign Disasters Assistance (Ofda), une dépendance de l'agence publique US Aid, pour les Etats-Unis. L'Europe a mobilisé une enveloppe de 150 M d'euros (plus de 9880 MF) en faveur des réfugiés des Balkans, tandis que l'Ofda dispose d'une enveloppe de 50 millions de dollars (45 M €). Les institutions liées à l'ONU, comme le programme alimentaire mondial (PAM) financent, elles aussi, le cas échéant des organisations privées. »*

*(...) « La coordination des initiatives humanitaires (...) est confiée au HCR, qui dispose (...) de quelque 200 représentants sur place. (...) Côté français, la coordination de l'aide revient au Service d'action humanitaire du ministère des Affaires étrangères.*

On apprend aussi que « *Une trentaine de sociétés (françaises) ont répondu présentes. Une opération menée dans les magasins Carrefour a déjà permis, grâce aux dons des clients*

*(( !!)), de constituer plus de 3700 colis alimentaires d'hygiène. Yves Rocher a fait parvenir 5000 savons et autant de shampoings. Valfleuri a envoyé des pâtes, Boulgour Ebly du blé concassé. Lu des petits-beurre, Royco plusieurs palettes de soupe et Petit navire des boîtes de thon... »*

Se crée donc un joyeux mélange entre actions publicitaires, actions humanitaires et actions militaires, où chacun épaulé les intérêts de l'autre, et lui apporte sa caution.

## 2004, LE TSUNAMI :

Le 26 décembre 2004, lendemain de Noël, suite à un tremblement de terre sous-marin, une vague géante, un tsunami va ravager les côtes de nombreux pays de l'océan indien. Entre 8500 et 8800 Européens, essentiellement des touristes, sont parmi les 230 000 victimes. Rony Brauman dénonce la dramatisation incroyable à laquelle a donné lieu l'information sur les conséquences du tsunami.

*« Les médias, en particulier la télévision, créent l'illusion d'une aide directe : des gens là-bas sont totalement démunis du fait de la catastrophe. (...) On a parlé de cinq millions de personnes déplacées, dès le début janvier. On sait aujourd'hui qu'il s'agissait de quelques dizaines de milliers. On a parlé du risque de doublement des victimes de la catastrophe par l'éclatement d'épidémies. On a parlé de typhoïde, de choléra, de dengue (une fièvre hémorragique), de paludisme. On a parlé de dizaines de milliers d'orphelins qui devenaient de plus des victimes de réseaux mafieux pédophiles. Ces quatre affirmations-là étaient fausses. (...) On vivrait dans un monde de pierres, si nous restions insensibles à ces situations de catastrophes. Mais ces fausses affirmations étaient émises par les agences « compétentes » des Nations-Unies, c'est-à-dire l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'UNICEF, et elles ont été reprises par un certain nombre d'ONG et de journalistes. (...) En fait, analyse Brauman, chaque organisation mettait en avant les conséquences de la catastrophe qu'elle pouvait traiter. Chacune a fabriqué les victimes dont elle pouvait s'occuper. L'OMS fabrique des épidémies, l'UNICEF des orphelins, d'autres des famines, d'autres le manque d'eau... »*

*« Les besoins annoncés n'existaient pas, poursuit Brauman. J'ai entendu d'éminents leaders d'ONG annoncer que leurs équipes prenaient en charge des camps de réfugiés de 80 000, 100 000 personnes, qu'elles étaient sur le terrain... alors qu'il n'y avait, à proprement parler, aucun camp de réfugiés.*

Brauman revient sur une légende, celle qui veut qu'en cas de catastrophe, les gens des pays dominés – il n'utilise pas ce terme – soient sidérés, paralysés, et ont absolument besoin d'une aide qui ne peut donc venir que de l'Occident : *« L'aide a fonctionné. Mais, à 80%, ou même 100% des cas en certains endroits, elle a été apportée par le voisinage. (...) Je n'ai pas vu dans les médias d'images de l'aide prodiguée par la population locale, alors qu'elle en constituait l'immense majorité. L'aide extérieure n'est utile qu'à la marge en cas de catastrophe naturelle. C'est l'aide à la reconstruction qui est importante. »*

*« Au-delà de (la) ligne d'arrêt de la vague (cent à trois cent mètres dans les terres), le pays fonctionnait normalement et c'est ce qui explique que les sinistrés aient reçu immédiatement de l'aide, comme toujours dans ce genre de situations. Le voisinage immédiat se mobilise, puis tout le reste du pays, en faveur des sinistrés. Le Sri Lanka est certes un pays en développement, mais il dispose de structures sociales qui ont des moyens de prise en*

*charge efficaces. Les gens qui se trouvent sans secours sont extrêmement rares. Cette dimension primordiale a été largement ignorée et cela est dû, à mon avis, à un mélange de regards : le regard catastrophé, à juste titre, comme sidéré, et les résidus d'un regard " colonial ", qui considère ces sociétés comme immatures, incapables de se prendre en charge. »*

*Plus largement que dans le cas du tsunami, explique Brauman : « Contrairement à une idée reçue à laquelle il faut tordre le cou, les gens ne sont pas sidérés. Les traumatismes psychologiques sont importants, certes, mais de très nombreuses études et des témoignages directs montrent que dans les dix ou quinze minutes qui suivent la catastrophe, les premiers secours commencent à se mettre en place sous la houlette de personnalités locales. Dans le chaos, des leaders spontanés se mettent en avant. Comme dans un gros embouteillage, des gens sortent de leur voiture et se mettent à régler la circulation. C'est un trait psychologique particulier que l'on rencontre sous toutes les latitudes. Il est renforcé par les initiatives de responsables locaux, politiques, notables, religieux..., bref de tous ceux qui ont des activités qui les mettent en situation de leadership. Dans les vingt-quatre heures, il est rare de trouver des gens totalement dépourvus du minimum pour survivre, même quand ils ont tout perdu. Cette solidarité de voisinage dans l'environnement immédiat de la catastrophe est primordial pour comprendre pourquoi on ne meurt pas de faim, pourquoi on n'est pas totalement abandonné, mais au contraire pris en charge, dans un mouvement de secours locaux. »*

*« Près de cent ans après Pasteur, on continue de véhiculer la croyance selon laquelle les cadavres provoquent des épidémies. C'est tout à fait compréhensible pour des gens qui ne sont pas du métier. Chacun a peur des cadavres. Ils provoquent de l'angoisse, ils exhalent une odeur insupportable, mais ils ne provoquent pas d'épidémies... Or c'est ce qui a été véhiculé, non seulement par toutes sortes d'experts autoproclamés, mais aussi, ce qui est plus grave encore, par des « experts » reconnus. » Dans le cas du tsunami, continue Brauman, « le numéro deux de l'OMS, directement du département Health in crisis (Santé en situation de crise) de l'OMS, a lui-même officialisé la rumeur d'une épidémie à venir en parlant du " doublement du nombre des victimes », alors même qu'il est épidémiologiste. Quand le bilan était de 150 000 morts, il annonçait 100 000 à 150 000 morts supplémentaires... »*

*« Rappelons donc que les épidémies provoquent des cadavres, mais non l'inverse. Les germes qui participent à la décomposition des chairs d'un cadavre ne sont pas pathogènes. S'il n'y a pas d'épidémie avant, il n'y en a pas après. Il n'y a jamais d'épidémie après une catastrophe naturelle. (...) On rajoute l'angoisse de tomber malade dès qu'on s'en approche, on n'aide pas (...) Ailleurs on a procédé à l'enfouissement précipité des cadavres par simple peur des épidémies. De plus, la mise en œuvre de campagnes vaccinales, avec l'arrivée d'une logistique appropriée mobilise des moyens, notamment de communication et de transport, ce qui alourdit les dispositifs de secours à un moment où il faudrait au contraire les alléger, les rendre plus flexibles, plus efficaces. »*

*« Dans une situation de catastrophe, on peut distinguer trois phases. Dans les 48 heures, les secours locaux s'organisent. Ils sortent les blessés, désenclavent les personnes emprisonnées dans des décombres, logent les sans-abri, donnent de la nourriture... Puis, dans un deuxième temps, la logistique se met en place. Sur ce plan, les hélicoptères américains ont été un des points d'aide les plus utiles apportés de l'extérieur. Des engins de travaux publics, des pompes, des systèmes de communication, des procédés de stockage et d'adduction d'eau sont acheminés. (...) Cette deuxième phase engage des aides utiles auxquelles s'ajoutent une masse de choses inutiles qui vont des vaccins aux médicaments sous toutes les formes et*

*absolument inutilisables ; sans parler des vêtements, des couvertures, des chaussures de ski, des bonnets de laine... Les entrepôts sont engorgés d'un inventaire à la Prévert.*

*La troisième phase, c'est celle du relogement, du rééquipement en biens d'utilité immédiate et elle se confond avec la reconstruction à long terme. La reconstruction est une affaire de pouvoirs publics, avec des plans d'urbanisme, des orientations prioritaires, des choix. Il faut envisager des ponts, mais aussi des prisons et des commissariats, car il n'y a pas que des écoles et des dispensaires à reconstruire. (...) Dans tout cela, je ne vois nulle part le rôle des ONG. La construction est une affaire de banques, d'entreprises, de pouvoirs publics, de municipalités. Certes de l'argent peut venir de l'aide internationale. Elle jouera son rôle. Mais ce ne sont pas la Croix-Rouge, MSF ou Action contre la faim qui financent l'Etat Sri Lankais (...) »*

A travers ces exemples d'actions humanitaires largement connues, que constate-t-on ? Tout ou partie de l'aide, en Ethiopie, a servi un dictateur pour procéder à des déplacements forcés de population. Au Rwanda, elle a couvert et protégé une armée qui venait de procéder à un génocide. En Somalie et au Kosovo, elle a ouvert la voie à une intervention militaire pour la première puissance mondiale ou pour l'OTAN. Dans le meilleur des cas, en Bosnie, elle a servi aux gouvernements européens à masquer leur inaction face à une guerre d'épuration ethnique. Chaque fois, donc, ces actions sont utilisées, directement ou indirectement, le plus souvent par les grandes puissances, parfois par des roitelets locaux.

Il n'est guère d'opération humanitaire où l'action n'ait pas été utilisée d'une manière partisane, politique, par un camp ou par un autre. Dans un monde partagé entre dominants et dominés, il serait miraculeux qu'il en soit autrement.

## UNE ORIGINE LIEE A LA VIOLENCE DES DOMINANTS

L'action humanitaire, entreprise par des organisations qui se sont elles-mêmes intitulées ONG, organisations non gouvernementales, est récente. Les ONG, obéissent, théoriquement, à plusieurs principes : elles sont d'origine privée, car cette clause est sensée leur garantir une absence de liens avec tel ou tel Etat ; leur but n'est pas lucratif, n'est pas de faire des bénéfices, elles agissent au nom d'un intérêt public ; enfin, elles se présentent comme étant financièrement et politiquement indépendantes.

Avant les deux guerres mondiales, des ONG internationales ont joué un rôle dans les pays impérialistes, dans les mouvements anti esclavagistes, ou dans ceux militant pour le vote des femmes. Après la seconde guerre, l'ONU décide de dresser une première liste des ONG qu'elle reconnaît comme interlocuteur valable. Les domaines d'action des ONG sont très variés, et couvrent un peu tout et n'importe quoi, les actions d'aide ou de charité (Médecins sans frontières, MSF ; la Croix Rouge internationale, CICR) les droits de l'homme (Amnesty, ATD Quart Monde, Human Rights Watch), la lutte contre la faim (Action contre la faim), la protection des enfants, la scolarité, l'économie mondiale (ATTAC), l'écologie (Les Amis de la Terre), la protection de la nature (Greenpeace, WWF), le développement (Oxfam, Care), la solidarité internationale des migrants (OSIM), ou encore la lutte contre les mines antipersonnel (Handicap international).

Cette dernière campagne a reçu le prix Nobel de la paix en 1997 ; MSF l'a reçu en tant qu'ONG en 1999 ; et Human Rights Watch a reçu en 2008 le prix des droits de l'homme des Nations unies. Cette reconnaissance très officielle des ONG, on le voit, est très récente. Selon

Rony Brauman, « jusqu'au milieu des années 80 environ, l'argent était relativement rare, les fonds publics étaient octroyés avec parcimonie aux ONG, et les Etats se tenaient à distance de l'action humanitaire (...) Au cours de ces dix dernières années, dit-il en 1996, des centaines de millions de dollars et d'Ecus se sont déversés sur le mouvement humanitaire, du fait de l'entrée des Etats et des organisations internationales sur la scène de la solidarité.

*Une véritable industrie de l'humanitaire est apparue, avec une logique, des méthodes et des enjeux progressivement transformés. L'aide humanitaire est alors passée, pour employer le vocabulaire de la théorie économique, d'une économie de la demande à une économie de l'offre : combien de programmes d'assistance – distribution de produits de base, réhabilitation de bâtiments, aide médicale – ont été engagés au cours de ces dernières années, non parce qu'un besoin se faisait sentir, mais parce qu'un budget était débloqué à cet effet ».*

On note que toutes ces ONG humanitaires ont pour origine des pays impérialistes, et tout particulièrement l'Europe. Elles trouvent leurs racines dans des courants formés au 19<sup>e</sup> siècle, où la bourgeoisie s'affirme sur le plan mondial. Il y a d'une part, ce que Brauman appelle « le modèle de service de santé colonial », qui va léguer à une organisation comme MSF certaines pratiques comme la médecine itinérante, les campagnes de vaccination de masse, la formation d'auxiliaires de santé dans les pays dominés, etc. Et il y d'autre part le CICR, le Comité international de la Croix Rouge, un humanitaire de situation de guerre, créé en 1863 à Genève, avec une certaine reconnaissance des Etats, en échange de sa « neutralité » qui fera que cet organisme ne dira jamais rien, jusqu'à aujourd'hui encore, des atrocités, des mensonges politiques et autres réalités cachées auxquelles elle peut assister. D'autres ONG enfin ont leurs racines dans des mouvements sociaux et progressistes qu'a connu l'Eglise, comme dans les années 1950.

Au 19<sup>ème</sup> siècle, on appelait « interventions d'humanité » l'envoi de médecins ou de médicaments dans les colonies en voie d'annexion et de conquête. C'était déjà une action conjointe entre militaires et médecins, auxquels s'ajoutaient alors des missionnaires religieux. Au 20<sup>ème</sup> siècle, c'est au lendemain des décolonisations, autour des années 1960, que vont commencer les entreprises humanitaires modernes.

Comme nous le verrons, la France va jouer le rôle de précurseur, avec l'affaire du Biafra, en 1967. Ce grand pays des droits de l'homme va utiliser cette province du Nigéria pour mettre au point une politique qui ne cessera plus : l'alliance d'une intervention de force, y compris militaire, mais en partie masquée, avec une intervention à prétention humanitaire, qu'il s'agisse de venir au secours de ses ressortissants, ou de populations en danger sous la coupe de leurs propres gouvernants.

A cette époque encore, les ONG semblent véritablement indépendantes des Etats, et ceux-ci gardent envers elles une certaine distance. Cela ne veut pas dire qu'elles ne tentent pas de les utiliser au profit de leur politique, on va voir comment dans le cas du Biafra.

Par contre, avec la fin de la guerre froide, depuis les années 1990, toutes les guerres que mènent ou commandent les puissances impérialistes sont menées avec une couverture humanitaire très importante. L'argent coule à flot, en provenance des Etats, ou des organisations internationales. Et les organisations humanitaires sont devenues de grandes entreprises, et des multinationales, capables de se faire entendre des Etats, de gagner l'opinion publique à leur cause, de développer sur le terrain des moyens considérables.

Mais cette relative indépendance que peuvent gagner les plus grosses des ONG ne change rien au fond du problème. Totalement suivistes vis-à-vis des Etats ou tenant à conserver une distance vis-à-vis d'eux, toutes les ONG sont bien obligées, c'est leur raison d'être, d'agir en fonction des dégâts humains et sociaux qu'ont engendré la politique de ces mêmes Etats. Elles sont là pour apporter un peu de secours, un peu d'humanité, dans des combats politiques et militaires qui sont des épreuves de force, des rapports de violence.

## L'HUMANITAIRE POST COLONIAL : LE LABORATOIRE FRANÇAIS AU BIAFRA

C'est au Biafra, en 1967, que se situe la première grande opération humanitaire moderne. Le monde est alors celui de la récente décolonisation. Cette opération du Biafra sera orchestrée par la France de De Gaulle. Le Biafra est une province située au sud-est du Nigéria. Et le Nigéria, indépendant en 1960 de la puissance britannique, apparaît alors comme un géant, avec 40 millions d'habitants, autant que l'ensemble des pays anciennement colonisés par la France dans cette région d'Afrique de l'Ouest.

Le Nigéria est alors majoritairement peuplé par les Haoussas, principalement musulmans, vivant au Nord. A l'Ouest et au Sud-Ouest, vivent les Yorubas, partie musulmans, partie chrétiens. Et donc, au Sud-Est, au Biafra, vivent les Ibos. La puissance colonisatrice anglaise s'était appuyée sur eux. Christianisés par les missionnaires, alphabétisés, les Ibos forment l'administration et tiennent le commerce. De plus, le sous-sol de la région contient des mines charbon et des réserves de pétrole.

Au moment de l'indépendance, les partis des Ibos et des Haoussas s'allient pour diriger le Nigéria. Les Yorubas, exclus, vont mener un coup d'Etat, et s'allier avec les Haoussas. Cette fois, ce sont les Ibos qui sont exclus. D'où un nouveau coup d'Etat, Ibos cette fois..., qui entraîne de nouvelles révoltes contre le pouvoir Ibos, dans le Nord. On parle de 30 000 morts. Finalement, un nouveau coup d'Etat militaire instaure cette fois un gouvernement qui annonce vouloir un partage équitable du pouvoir et le retour à la paix. Pour preuve, la junte, en majorité musulmane, place à la tête de l'Etat un général chrétien, Gowon. Et ce général Gowon modifie effectivement la structure administrative du pays, et crée douze régions au lieu de quatre.

Les dirigeants Ibos sont furieux, car c'en est fini de leur suprématie sur le pays. Et ils perdent une part importante du Biafra. Le Conseil consultatif de la région Est vote la sécession. Et le 30 mai 1967, le colonel Ibo Ojukwu déclare l'indépendance du Biafra. Il dispose d'une armée de 100 000 hommes. Ojukwu conquiert immédiatement les réserves de pétrole hors du Biafra, de l'autre côté du Niger et s'approche de la capitale, Lagos. A ce moment-là, l'armée fédérale nigériane intervient, et elle reprend les villes, une à une. Le territoire du Biafra rétrécit, inexorablement. La nation biafraise se réduit à un immense camp de réfugiés, encerclé par l'armée fédérale.

Jusque là, ce qui se passe au Biafra n'intéresse aucunement les grands médias en Occident. Par contre, les deux grandes puissances qui ont dominé l'Afrique coloniale sont sur les dents. Le Royaume-Uni, qui vient de décoloniser le Nigéria, soutient le gouvernement fédéral et lui fournit des armes. Celui-ci a également de son côté les deux superpuissances, l'URSS qui fournit également des armes, et les USA, qui s'opposent aux ventes d'armes aux deux parties.

La France, dans un premier temps, semble sur la même position : embargo sur les armes pour les deux parties. Mais derrière cette position officielle, De Gaulle veut sauter sur l'occasion pour affaiblir ce pays géant, et indirectement affaiblir la présence anglaise dans la région. En 1967, il déclare à Jacques Foccart, son conseiller en affaires africaines, qu'il souhaite le « morcellement » du Nigéria. Plus tard, Foccart écrira : « *De mon point de vue, le Nigéria était un pays démesuré par rapport à ceux que nous connaissions bien et qui faisait planer sur ceux-ci une ombre inquiétante* ». De même, Yves Guéna, l'un des ministres de De Gaulle, dit à propos du Nigéria et du Ghana : « *Même sans parler en termes militaires, que pèserait une poussière d'Etats francophones devant ces deux puissances ?* » Selon lui, De Gaulle donne son feu vert à Foccart pour qu'il « *aide la Côte d'Ivoire à aider le Biafra* ». Entre parenthèses, tout ceci se fait malgré et contre l'avis du Premier ministre, Couve de Murville, et en dehors des circuits diplomatiques officiels.

A Paris, le chef du Biafra, le colonel Ojukwu installe un soi-disant centre de recherches historiques, le Biafra Historical Research Center. On y trouve le mercenaire Bob Denard, et un ex colonel de la guerre d'Algérie Roger Faulques. Tous deux vont recruter d'autres mercenaires, comme le colonel Rolf Steiner, légionnaire allemand, ancien OAS, qui va commander au Biafra la 4<sup>e</sup> Brigade commando (« *légion noire* ») qui lancera un raid dans le Nord et détruira l'aviation nigériane, et Gildas Lebourrier, para d'Indochine et d'Algérie. C'est de là aussi qu'on achète des armes.

Selon Wikipedia, « *les opérations vers le Biafra sont coordonnées par l'ambassadeur de France au Gabon Maurice Delauney, avec à ses côtés Jean-Claude Bouillet, directeur de la compagnie aérienne Transgabon et responsable local des services de renseignement français, le SDECE, en lien avec le correspondant de Foccart à Abidjan, Jean Mauriceau-Beaupré, ancien membre du SDECE. Les premières livraisons de munition et d'un bombardier B26 ont lieu en juillet 1967 et sont signalées par l'ambassade des États-Unis à Lagos. Maurice Robert est alors chef des opérations du SDECE en Afrique. À partir d'août 1968, ce sont des dizaines de tonnes par jour d'armes et de munitions qui sont acheminées au Biafra par des mercenaires et des hommes du SDECE.* » Dans *Jeune Afrique*, le journaliste Michel Honorin écrit : « *De trois à six avions [arrivent] chaque soir au Biafra. [...] Une partie des caisses, embarquées au Gabon, portent encore le drapeau tricolore et l'immatriculation du ministère français de la Guerre ou celle du contingent français en Côte d'Ivoire* »

Voilà donc pour la partie cachée de l'affaire. Mais il y en a une autre, et elle est édifiante sur le plan « *humanitaire* ». Ojukwu ne se contente pas du seul aspect militaire. Dès janvier 1968, il envoie des émissaires à Genève, qui prennent contact avec une agence de publicité, Mark Press. Celle-ci va se faire le relais du secrétariat à la propagande du gouvernement biafrais. Elle publie des centaines de communiqués de presse, organise des voyages de journalistes sur le terrain. Dans un premier temps, l'axe de cette propagande est de présenter la sécession du Biafra comme une lutte d'émancipation, mais cela ne semble pas bien prendre.

Alors, profitant de ce que la famine commence à faire ses effets, on change complètement d'axe, et on parle carrément de « *génocide* », d'extermination du peuple biafrais. Foccart dira ceci : « *Les journalistes ont découvert la grande misère des Biafrais. C'est un bon sujet. L'opinion s'émeut et le public en demande plus. Nous facilitons bien sûr le transport des reporters et des équipes de télévision par des avions militaires jusqu'à Libreville et, de là, par les réseaux qui desservent le Biafra.* »

Le colonel Maurice Robert, responsable du SDECE durant la guerre du Biafra est très clair : « *Ce que tout le monde ne sait pas, c'est que le terme de "génocide" appliqué à cette affaire du Biafra a été lancé par les services. Nous voulions un mot choc pour sensibiliser l'opinion. Nous aurions pu retenir celui de massacre, ou d'écrasement, mais génocide nous a paru plus "parlant". Nous avons communiqué à la presse des renseignements précis sur les pertes biafraises et avons fait en sorte qu'elle reprenne rapidement l'expression "génocide". Le Monde a été le premier, les autres ont suivi* ».

Et voilà. Voilà comment grâce à une campagne humanitaire, on emporte l'adhésion de la population à une intervention militaire liée à un calcul impérialiste. Les images télévisées bouleversent le monde. Même la presse britannique prend le parti du Biafra, s'opposant à son gouvernement.

On ne peut pas parler de génocide, explique Brauman : « *des millions de Biafraïses vivent en toute sécurité dans les zones reconquises par l'armée Biafraïse, tandis que les biens des Ibos partis au Biafra sont protégés par la police nigérienne* ».

En attendant, l'argent afflue vers les ONG. La Croix-Rouge française récolte 13 millions de francs au cours de l'été 1968. En septembre, elle est envoyée sur le terrain des opérations, aux côtés du CICR. Selon Brauman, « *les différentes Croix-Rouge, ordres missionnaires et ONG accomplissent un travail admirable au plus fort de la tourmente et plusieurs d'entre eux le paieront de leur vie* ». Mais il ajoute : « *Témoins de l'agonie d'un peuple, les volontaires humanitaires ne s'aperçoivent cependant pas que les Biafraïses sont livrés à leurs propres extrémistes* ». « *C'est avant tout le soutien politique et militaire de la France à l'insurrection biafraïse qui permet à Ojukwu et aux plus radicaux des sécessionnistes d'emmener leur peuple dans cette sanglante aventure jusqu'à son terme ultime : perdue à l'été 68, la guerre perdurera jusqu'en janvier 1970 et c'est durant cette période que périt la plus grande partie des victimes, par le feu et la faim.* »

L'action humanitaire d'un côté, l'action militaire de l'autre, toutes deux sont effectivement cloisonnées, en tout cas les humanitaires ne savent rien ou peu de choses de l'action militaire. Mais le résultat est là, ensemble, ces deux actions concourent à l'efficacité de la mise en œuvre d'une même et unique politique, choisie par l'impérialisme dominant.

On estimera que la prolongation de la guerre, permise et favorisée par la France, aura coûté, selon les estimations, entre 200 000 et 2 millions de morts. Et cette opération aura été justifiée sur le plan humain, par le discours des humanitaires, soi-disant neutres et impartiaux. En plein Paris, à la Mutualité, Bernard Kouchner hurle qu'il y a là-bas deux millions de morts, qu'il faut prendre parti.

#### UNE ONG « DE GAUCHE », MSF

Jeune médecin gastro-entérologue, Bernard Kouchner est parti au Biafra dès qu'il a entendu que la Croix-Rouge avait besoin de volontaires. Avant de partir, il a dû signer le texte de neutralité et de non engagement imposé par la Croix Rouge : « *Je soussigné Kouchner Bernard, engagé par le CICR (...) m'engage à m'astreindre à la plus grande discrétion et notamment m'abstenir, sans autorisation préalable du CICR, de toutes communications et de tous commentaires sur ma mission, même après la fin de celle-ci* ». Mais le silence, dit-il, lui devient insupportable quand il découvre que la majorité des dons, destinés au Biafra, est en fait distribuée aux populations nigériennes, et il sort de son devoir de réserve. « *Il n'y a pas de*

*solution médicale au problème biafraïse dira-t-il. Toutes les photos atroces d'enfants décharnés doivent éveiller une conscience politique ».*

Mais que vaut sa conscience politique ? Kouchner a été à l'UEC, l'Union des étudiants communistes, organisation des étudiants du PCF. Il voit Mai 68 avec les lunettes du PCF : c'est une révolte de nantis ! Il sera l'un des fondateurs de Médecins sans frontières, qui naît en 1971 (à l'occasion d'inondations au Bangladesh), avec donc cette idée que les humanitaires ont un devoir de témoigner. Mais loin de voir au Biafra la main de l'impérialisme français, Kouchner va le servir en apportant une caution médicale au soutien militaire français. La conscience politique d'un Kouchner n'est faite que de nationalisme, et du pire qui soit, le nationalisme d'un pays dominant. Son idée – apparemment engagée - de la nécessité de témoigner, et de s'adresser aux médias, ne vaut rien en soi, car elle peut être mise au service de tout et de n'importe quoi. Sans compter que les médias sur qui il compte pour témoigner ont, eux aussi, leurs propres calculs, et sont eux aussi liés et l'impérialisme dominant. Et leur servilité est particulièrement criante en temps de guerre.

En 1979, une scission va se produire au sein de MSF, amenant Kouchner à la quitter, et à créer Médecins du Monde. Le différend porte sur le type d'opération à mener en faveur des boat-people, ces réfugiés vietnamiens, souvent proches des anciens soutiens du régime pro américain, rejetés par le nouveau régime qui se dit communiste, et qu'ils tentent de fuir par la mer. Kouchner aurait été partisan d'une opération médiatique de dénonciation, un autre groupe est pour créer une sorte de Croix-Rouge bis. Kouchner parti, c'est Xavier Emmanuelli qui devient président de MSF. Lui aussi est un ancien militant du PC, chrétien engagé. Lui succèdera Malhuret, qui vient de « *la tendance Gauche ouvrière et paysanne* », petit groupe issu du PSU. Il fera de MSF une grosse machine. Il entrera au gouvernement de Chirac de 1986 à 1988, comme secrétaire d'Etat aux droits de l'homme. MSF donnera deux autres ministres, Kouchner et Emmanuelli.

Mais celui qui sera en quelque sorte la nouvelle conscience de MSF, c'est Rony Brauman. Il préside de 1982 à 1994. Brauman est un ancien militant politique maoïste ; en 1968, il est dans le service d'ordre de la Gauche prolétarienne. Lui aussi médecin, diplômé en pathologie tropicale, il fera de MSF la première ONG d'aide médicale d'urgence au monde.

Brauman va devenir connu pour les critiques qu'il fait des opérations humanitaires, de la tentation qu'ont les Etats de les utiliser, de la tentation des ONG elles-mêmes de se mettre ouvertement au service des Etats. Que dit-il exactement ? « *Je réfute cette notion trompeuse de neutralité* », répète-t-il. « *L'impartialité, oui, la neutralité, l'absence de position publique devant un différend, non. Nous n'avons pas à avoir de position politique, mais nous devons être capables de penser en politiques pour éviter d'être récupérés sur un mode politique* ».

Dans Le Monde (30 juin 1998), il explique comment, selon lui, l'humanitaire peut trouver une place sans se faire récupérer par les calculs politiques : « *la confusion des genres et l'ambiguïté sont dans la nature même de l'humanitaire, dont le champ privilégié reste la violence politique et sociale. Chaque fois qu'on intervient, on est pris dans les mailles du filet politique. C'est l'un des paradoxes constitutifs de l'humanitaire : d'un côté, on est tenu à une sorte de candeur – ce n'est pas la réalité politique mais la souffrance des populations qui doit être notre principal souci ; de l'autre, nous avons un devoir de lucidité politique qui nous conduit à tracer une ligne au-delà de laquelle les transactions nécessaires et compromises avec les pouvoirs locaux deviennent inacceptables. La limite, c'est l'existence d'un espace de liberté humanitaire minimal balisé par trois formes de libertés opérationnelles : liberté*

*d'évaluer la situation ; liberté de contrôle des moyens mis en œuvre ; liberté de dialoguer avec les personnes assistées. »*

Brauman revient sur ces règles de conduite, indispensables à ses yeux, pour les ONG humanitaires, dans ce texte datant de 2001 : *« L'analyse des interventions humanitaires passées montre que, dans un contexte où le contrôle des populations est un enjeu primordial pour le pouvoir politique (que celui-ci soit un régime officiel ou une force d'opposition combattante), trois conditions sont nécessaires pour qu'existe un espace d'action autonome : d'une part la liberté de dialogue avec les personnes que nous cherchons à aider, sans que soit imposée la présence systématique d'un représentant de ce pouvoir. C'est une question élémentaire de dignité, en ce qu'elle seule permet de faire la différence entre la maintenance de physiologies défaillantes et une transaction humaine, autrement dit entre un gardien de zoo et un volontaire humanitaire. D'autre part la liberté de circulation et d'évaluation des besoins, dans toute la mesure où les conditions pratiques le permettent, bien sûr. On comprend qu'en situation de conflit et d'insécurité, cette possibilité soit restreinte, mais elle ne peut être nulle et l'on connaît bien des situations, à commencer par la Corée du Nord, dans lesquelles cette contrainte est inexistante mais où cette restriction est néanmoins acceptée par les intervenants humanitaires. Cette condition est essentielle si l'on veut éviter de devenir un simple auxiliaire logistique, exécutant des choix du pouvoir local. Troisième condition, enfin, la liberté de vérification de la distribution des secours, nécessaire pour éviter que ceux-ci ne deviennent une simple contribution au maintien du pouvoir en place. »*

*« Je pense (...) que c'est la notion d'impartialité, plus que la neutralité, qui est centrale dans l'action humanitaire. Pourquoi l'impartialité ? Parce que c'est le principe au nom duquel on distribue des biens et des services, des secours en général, en fonction des besoins provoqués par une situation de crise, et non en fonction de la sympathie que l'on peut éprouver pour les victimes, des affiliations politiques ou de l'appartenance religieuse. J'ai longtemps été opposé à la notion de neutralité, que je considérais comme valide seulement pour la Croix-Rouge internationale et non pour les ONG. J'ai changé d'avis lorsque je l'ai entendue définie comme une retenue que l'on s'impose dans la manifestation de nos sympathies ou de nos rejets. » (Rony Brauman ; Humanitaire, diplomatie et droits de l'homme)*

Brauman a évidemment tout à fait raison de chercher à comprendre et se défier du monde politique, des Etats. Mais il ne le fait pas en socialiste. Du coup, il lui manque, et il manque à MSF, et plus encore évidemment à l'ensemble des ONG humanitaires, l'idée qu'elles sont enracinées au cœur du monde dominant, et que c'est aussi ce point qui doit être vu pour pouvoir imaginer une véritable action humanitaire valable en toute situation.

Ainsi, il est notable que, parmi les rares fois où les ONG comme MSF n'ont pas pu intervenir et ont dû replier bagages, il y a les guerres d'Irak et d'Afghanistan. Pourquoi ? Tout simplement, parce que dans ces conflits, contrairement au Biafra ou d'autres, l'Occident, en l'occurrence les Etats-Unis et leurs alliés, a choisi d'apparaître sans couverture, ouvertement. Du coup, toutes les ONG, provenant des mêmes pays, ne pouvaient qu'être ressenties par les populations locales et par les combattants, comme des partenaires de ces armées occidentales ; pire comme des auxiliaires parfaitement hypocrites : les uns bombardent et fusillent, pendant que leurs copains parlant la même langue, utilisant les mêmes postes radio et véhicules de transport, viennent secourir des survivants... Ca ne peut pas tenir et ça n'a effectivement pas tenu.

MSF est, peut-on dire, « *de gauche* », comparée à bien d'autres ONG ; mais cette gauche ne va pas jusqu'à voir en face qu'elle est issue du camp dominant, que pour être crédible et acceptée partout, il lui faudrait commencer par dénoncer cette domination elle-même, telle qu'elle existe à l'échelle globale. Elle ne le fait pas. Elle risquerait d'y perdre une partie de son audience, et surtout la notoriété acquise auprès des autorités.

Cela dit, l'expérience nous apprend que l'attitude de MSF, qui consiste à témoigner, à dénoncer, quitte à être mal vus par certains partis en présence, apporte au moins des informations que sinon, nous pourrions ne pas avoir du tout. Ainsi, dans le cas du Mali, où la France a lancé sa guerre antiterroriste en janvier 2013, Brauman peut témoigner, s'appuyant sur des organisations humanitaires présentes à Tombouctou et à Gao, des pratiques de l'armée régulière malienne : viols, taxes sur la population, arbitraire, à côté desquels la charia des islamistes peut paraître comme un semblant de plus de justice. Mais là encore, quand Brauman donne ces informations, c'est au fond pour aider les choix et les décisions politiques de l'impérialisme français, l'aider à mieux combattre les islamistes, en montrant la complexité qu'il pense « *ignorée* » des problèmes.

Pour être complet, il faut ajouter que plus récemment, MSF a fait un choix qui semble différent, en préférant se taire cette fois. Au Yémen, MSF s'est installé en 2007 dans une région connaissant une insurrection armée menée par un ancien député, au nord-ouest du pays, en région alors contrôlée par le gouvernement. Mais en 2009, cette région se retrouve sous le contrôle de la rébellion. Et MSF est le seul témoin à pouvoir observer la violence des actions du gouvernement, qui bombarde les populations, et détruit des structures sanitaires. MSF se tait, et se contente d'évoquer de loin des violences dans son seul rapport annuel. Immédiatement, le gouvernement lui suspend ses autorisations. La réaction de MSF est alors de démentir publiquement ses propres dires, de s'excuser encore publiquement, et de s'engager à ne plus faire de critiques. Elle retrouve à ce prix l'autorisation de poursuivre son activité.

## L'AIDE HUMANITAIRE, ROUAGE DES IMPERIALISTES

La tendance générale est bel et bien à un rapprochement de plus en plus prononcé des organisations humanitaires non seulement avec les Etats et les grandes institutions internationales, mais même avec leurs armées. Dans certains cas, on a vu que l'on peut assister à une collaboration la plus directe.

Et au bout du compte, ce qui devait arriver est arrivé : on commence à voir l'armée elle-même se mettre à former des humanitaires. Selon un reportage du magazine marseillais CQFD daté de juin 2012, sur la base militaire de Salon de Provence, « *de futurs spécialistes en questions humanitaires suivent des cours pratiques et théoriques prodigués par des sous-officiers de l'armée française. Après que des gradés ont inauguré la session en précisant la diversité des étudiants présents – “ Des gens de Sciences-Po... et aussi d'HEC à qui on apprend à être humain...” On leur enseigne comment lire une carte topographique, distinguer le nord polaire du nord magnétique, faire des nœuds, allumer un feu avec des moyens rudimentaires, monter un abri, comment s'échapper en cas d'enlèvement : « il ne faut pas hésiter à lâcher un camarade pour se sauver et aller chercher de l'aide ». Il y a une formation au close combat. Le lieutenant détaille les points vitaux à cibler en cas de corps à corps. Un jeune proteste un peu : “ On n'est pas là pour ça, quand même. En principe, on est des gentils. ” “ C'est ça, reprend le formateur. Vous verrez quand vous aurez été violé*

*pendant quarante jours par un taliban... »*

L'Etat, enfin, travaille à développer de plus en plus sa prise en charge de la gestion et de l'administration de l'action humanitaire. Ainsi, on peut lire dans le rapport de la Commission parlementaire de la Défense nationale et des forces armées sur les Actions civilo-militaires (ACM) du 12 juillet 2011 : « *Les ACM sont définies comme la fonction opérationnelle destinée à améliorer l'intégration de la force dans son environnement humain afin de faciliter l'accomplissement de sa mission* ». De plus, « *la conduite de l'action humanitaire n'interdit pas d tenir compte des intérêts des entreprises européennes (...)* L'Union européenne doit, dans son action civile, faire une priorité de la promotion des intérêts économiques européens, et les entreprises et ONG de l'Union doivent bénéficier en premier lieu des fonds qu'elle alloue... » Enfin, il est préconisé la création « *d'une structure de pilotage (afin) de coordonner l'action (...) des ministères des Affaires étrangères, de la Défense, des Finances et de l'Intérieur (...) qui pourrait associer les laboratoires de recherche et les universités dont certaines multiplient les diplômés qui concernent de près ou de loin les crises internationales sous l'angle politique, humanitaire, juridique...* »

Enfin, cerise sur le gâteau, les entreprises capitalistes, qui sont au fond les véritables raisons d'être de ces armées et de leurs interventions, se sont elles aussi intéressées à l'action humanitaire. Et elles ont commencé à intervenir directement dans les situations d'urgence humanitaire. Le magazine L'Expansion des 7 au 20 octobre 1999 y consacre un sujet entier. En voici des extraits :

*« A El Alto, périphérie pauvre de La Paz, en Bolivie, les équipes de la Lyonnaise ont travaillé avec des ONG, des anthropologues et des prêtres pour se faire accepter par les populations indiennes, leurs futurs clients.*

*Dernière trouvaille commerciale des deux leaders mondiaux de l'eau (Lyonnaise-Vivendi), " l'approche humanitaire ". " Vous prenez une situation d'urgence, un cyclone, un conflit et donc des camps de réfugiés qu'il faut secourir. Vous organisez une mission d'urgence pour leur apporter des tuyaux et des machines à eau, et dans la foulée, vous prospectez ce qui ne peut être qu'un futur marché. C'est ce que font aujourd'hui la Lyonnaise avec sa cellule d'intervention humanitaire Aquassistance, et Vivendi avec sa Water Force ", explique Thérèse Pujol, chargée de mission auprès de la cellule reconstruction des Balkans du ministère de la Coopération.*

*Point de départ de ces marchés du troisième type : le cyclone Mitch qui ravage les pays d'Amérique centrale en novembre 1998. Jacques Chirac, en visite officielle au Mexique, décide de faire un crochet dans les pays sinistrés. Quelques industriels l'accompagnent, dont Jean-Marie Messier et Thierry Bourbié, directeur international de l'eau de la Lyonnaise des eaux. Chacun promet de dépêcher sur place des équipes et du matériel.*

*Rebelote un an plus tard au Kosovo, où les équipes humanitaires des deux groupes sont arrivées sur les talons de la KFor. Début juillet, les secouristes de Vivendi se déploient dans la zone de Mitrovica, ceux de la Lyonnaise vont à Pristina. En septembre, les retombées commerciales de ces interventions citoyennes se sont concrétisées. En attendant les décaissements des fonds d'aide de l'Union européenne et de la Banque mondiale, Vivendi boucle le projet de reconstruction de l'usine de traitement de Mitrovica, et la Lyonnaise devrait réhabiliter l'usine d'épuration de Pristina. " Nous avons une optique de développement durable dont l'une des composantes est de secourir les populations sinistrées. Il est normal que nous profitons de l'ouverture d'un marché par la suite ", justifie Jean-Marie Aoust, de Vivendi.*

*Dans la même veine, son groupe s'apprête à signer un partenariat avec la Croix-Rouge française. Le plus beau réseau du monde humanitaire apportera à Vivendi son savoir-faire technique, ses contacts locaux et, au cas par cas, sa marque, précise la convention-cadre en projet. »*

Suite au Cyclone Mitch en Amérique centrale, en octobre 1998, Jospin, alors Premier ministre, Jospin, annonce son intention d'effacer la dette bilatérale des quatre pays dévastés, Nicaragua (392 millions de francs), Honduras (166 millions de francs), et dans une moindre mesure Guatemala et Salvador. Mais, on ne le crie pas sur les toits, en contrepartie, ces pays devront utiliser cet argent selon des directives de Paris et, en langage diplomatique, « *utiliser les marges budgétaires ainsi dégagées pour mettre en œuvre des projets de reconstruction et de développement* ». Les pays perdent ainsi de leur souveraineté, s'ils acceptent l' « *aide* ». Cette démarche copie celle faite au Maroc, touché par la sécheresse en 1996, où 400 millions de francs de dettes bilatérales avaient été annulées.

De gauche ou pas, les ONG humanitaires se sont construites comme un nouveau pouvoir au sein du monde bourgeois et impérialiste. Un peu comme nous l'avons vu dans le cas des médias, qui tout en contestant voire en ridiculisant le pouvoir politique, en l'obligeant à lui concéder une certaine place parmi les multiples pouvoirs du système, elles lui rendent sur le fond un fier service : les médias en apparaissant comme une garantie de pluralisme, de liberté de parole et de critique, qu'en réalité il n'y a pas réellement, ou pas complètement ; les organisations humanitaires en couvrant d'un baume tout de même humain des actions de guerre et de force au service des calculs des puissants.

Les ONG colorient en rose les interventions, ou les non interventions d'ailleurs, qui sont le produit des mêmes calculs ; qu'elles le veuillent ou pas, qu'elles soutiennent ouvertement les Etats intervenants ou qu'elles cherchent à rester indépendantes, elles les aident, consciemment ou pas, du simple fait qu'elles sont enracinées dans ces mêmes Etats du monde dominant, et qu'elles ne prennent pas une position ouvertement opposée à cette domination. Même si certaines osent dénoncer telle ou telle réalité choquante, leur situation fait d'elles une caution utile aux gouvernants du monde dominant : elle les aide à forger des justificatifs moraux à leurs entreprises guerrières, elle les aide à faire accepter surtout l'état du monde auprès des populations du monde dominant. Elles deviennent à ce titre des rouages de la machine impérialiste.

## BIBLIOGRAPHIE

Rony Brauman : Humanitaire, diplomatie et droits de l'homme, Editions du Cygne 2009

---

janvier 2013